

Gosuin : « Citoyens, mobilisez-vous ! »

BRUXELLES Le ministre de l'Emploi et de l'Economie défend la vision du gouvernement régional

- Didier Gosuin s'inquiète de la tendance, « majoritaire en Europe », de repli sur soi, d'égoïsme, de peur de l'autre.
- Le ministre Défi condamne les poussées régionalistes.
- Et il exhorte les citoyens à prendre part au débat politique.

ENTRETIEN

Didier Gosuin (Défi) fut un des premiers à demander que l'on corrige le périmètre du pictonnier. Mais, jeudi, le ministre bruxellois de l'Economie n'était pas à la conférence de presse.

Vous boudez ?

Pas du tout. Rudi Vervoort était là, il s'est largement exprimé, notamment sur la nécessité de s'inscrire dans un schéma de développement commercial régional, pas local. Il faut être lucide : depuis 2010, l'attractivité commerciale du centre-ville diminue et, en plus, deux grands centres commerciaux, Neo et Docks, vont ouvrir bientôt. Il faut donc d'urgence travailler à une stratégie régionale, ce que j'ai dit à la Ville.

Qui était réticente ?

La Ville voulait son propre schéma de développement, ce qui n'a pas de sens. On doit travailler de manière concertée. On a perdu un peu de temps. Mais je ne veux pas rouvrir de polémique.

Une nouvelle preuve que la Ville et la Région ont bien du mal à collaborer ?

Je commence à me méfier de ce genre de question : chaque fois qu'on montre qu'il y a un problème entre institutions, on en arrive à dire qu'il faut une réforme institutionnelle. Moi, j'en ai marre des réformes institutionnelles. C'est la fuite en avant du politique : quand il est incapable de faire son boulot, il invoque les institutions. C'est Paul Magnette qui se dit eunuque.

Vous ne vous sentez pas eunuque ?

Si on est eunuque, on démissionne ! Il faut arrêter de croire que les réformes institutionnelles, c'est la parade pour aller vers une société idéale.

Vous n'êtes pas régionaliste ?

C'est une ligne de fracture importante aujourd'hui, dans toute l'Europe : des politiques se retranchent dans leur pré carré politique, cela s'appelle le confédéralisme,

l'ultra-régionalisme, le populisme. Cela revient à flatter les égoïsmes, le repli sur soi, la peur de l'autre. C'est une ligne qui devient dominante en Europe. L'autre tendance - et c'est quelqu'un qui est plutôt en fin de carrière qui vous le dit - est minoritaire mais c'est une tendance d'avenir, c'est une tendance fédéraliste. C'est dire : mutualisons nos compétences et nos moyens, cherchons à nous mettre ensemble pour atteindre des objectifs communs.

Ce n'est pas ce qu'on fait en Belgique...

Non, pas depuis trente ans.

C'est une responsabilité collective !

Chez Défi, nous sommes les seuls à dire que nous sommes fédéralistes.

Défi ne peut pas avoir raison tout seul...

Ça c'est autre chose. Moi je ne dis pas : tout le monde est égoïste, donc je veux devenir égoïste. On fait croire aux citoyens qu'avec une réforme de l'Etat, ça irait mieux ? Moi je dis, au contraire, qu'il faut d'abord refaire le meccano institutionnel plutôt que de le défaire. Et je ne dis pas ça qu'aux autres politiques, je le dis aussi aux citoyens.

Ce ne sont pas eux qui font fonctionner le meccano !

Les citoyens doivent pouvoir se mobiliser pour un intérêt collectif. S'ils ne le font pas, c'est qu'ils sont pris dans un individualisme exacerbé.

Donc les citoyens doivent descendre dans la rue ? C'est Nuit Debout !

Je ne dis pas que les citoyens doivent descendre dans la rue, je dis qu'ils doivent se

mobiliser pour avoir une vision de l'organisation politique de demain. S'ils ne le font pas, ils sont les complices de la tendance majoritaire.

Et comment doivent-ils se mobiliser ?

En participant au débat politique. Les grandes évolutions sociales ont été faites par le politique, certes, mais parce que la société civile s'est mobilisée. Le politique

n'a fait que suivre.

N'est-ce pas une démission du politique que de dire ça ?

Mais enfin, non ! Moi je vous donne ma vision : je suis fédéraliste.

Un projet institutionnel, ça ne mobilise pas les citoyens ?

Ce n'est pas un projet institutionnel, c'est un projet d'organisation de la vie politique. Et la vie politique, c'est la société civile. C'est une tendance de fond qu'on voit en Europe, avec la montée des populismes, le succès de Marine Le Pen ou de l'extrême droite en Autriche. Cela ne fait pas peur aux gens ? Ils ne veulent pas descendre dans la rue ? Eh bien alors ils sont complices ! Alors qu'on pourrait dire qu'on va dégager ensemble des objectifs crédibles, communs, et comment on y arrive. Et alors cela deviendra la responsabilité du politique d'atteindre ces objectifs. Il est temps de montrer que le citoyen ce n'est pas simplement quelqu'un qui est assis dans son fauteuil et qui zappe.

Personne ne se mobilise en Belgique !

Cela fait trente ans qu'on traite le citoyen comme un enfant mineur sous-développé intellectuellement, qu'on lui raconte des salades, qu'on lui fait croire qu'une réforme institutionnelle va changer le monde ou son quotidien. C'est totalement faux ! Les institutions ne sont qu'un outil au service d'une politique. Or, aujourd'hui, on a fait de l'outil une finalité. Je suis minoritaire, sans doute jusqu'à la fin de mes jours, mais je le suis avec une vision positive.

Donc, vous ne voulez pas régionaliser la culture ni l'enseignement ?

Pourquoi découper la culture francophone ? Pour en arriver à avoir une culture boraine ? L'enseignement, pareil : on fait Bologne, mais nous, côté francophone, on va découper ça en morceaux ? Arrêtons !

C'est mal parti !

Mais enfin ! Redressons-nous ! Il y a des

moments dans l'histoire où c'était mal parti et il y a eu des résistants.

Aller en justice contre le fédéral pour le survol de Bruxelles, c'est fédérateur ? Aller en justice pour défendre le respect d'une norme, ça s'appelle tout simplement la justice. ■

Propos recueillis par
ANN-CHARLOTTE BERSIPONT
VÉRONIQUE LAMQUIN

DÉBAT

Allocation universelle ? « Non, les gens ne naissent pas égaux »

« Cela montre bien le clivage droite/gauche. Il y a l'allocation universelle façon Philippe Defeyt (Ecolo), qui consiste à donner une somme fixe à tous en plus de la Sécurité sociale. Et la vision Georges-Louis Bouchez (MR) où on donne une somme beaucoup plus importante puis la personne se débrouille. Ça part d'une vision philosophique erronée. Jean Yanne disait : les hommes naissent égaux puis ils se démerdent. C'est même plus fort que ça : l'inégalité est consubstantielle à l'être humain. Chez les libéraux, c'est l'argumentation ? Les gens reçoivent mille euros et puis ils se débrouillent. En gros, c'est dire : « Tu es handicapé, autiste ? Tu as tes mille euros, démerde-toi et ferme ta gueule. Toi tu n'es pas autiste, tu as tes 1.000 euros, ferme ta gueule aussi. » C'est une vision ultralibérale d'un individualisme exacerbé. L'idée existe aussi à gauche, quand Paul Magnette dit que c'est le sens de l'histoire. Si on vise un système idéal, moi, je réfléchirais plutôt à une diminution d'intervention de la sécurité sociale en fonction des revenus. »

mobilité « Il faudrait réunir tous les niveaux de pouvoir pour résoudre la congestion automobile »

Le gouvernement bruxellois ne manque-t-il pas de visibilité, voire d'ambition pour Bruxelles ?

Ce gouvernement n'est peut-être pas formé de stars mais nous avons une vision à l'horizon 2025 ! Je rappelle qu'en 2025, la Région bruxelloise doit commencer à être autonome et, à partir de 2035, nous devons être totalement autonomes. C'est-à-dire vivre avec nos propres moyens, puisque les transferts de solidarité vont finir à partir de 2025, cela veut dire une perte de 473 millions. C'est une épée de Damoclès. Nous avons un objectif - élargir l'assiette fiscale à Bruxelles - et une échéance : 2025. Par ailleurs, toute notre stratégie est basée sur la concertation, avec les partenaires sociaux et économiques, avec la société civile. Cela tranche avec ce qui se fait au fédéral. Et nous associons les autres entités.

Mais la Flandre vous snobe !

Une partie de la Flandre est dans une autre logique que nous, car elle ne veut par exemple pas de la communauté métropolitaine. Mais on doit continuer à les inviter à la table. Du reste, les part-

naires économiques flamands, eux, ils viennent. Je songe aux patrons de la zone autour de l'aéroport. Le VDAB (NDLR : pendant flamand d'Actiris) est associé à toutes mes stratégies : ça avance donc, on dépasse le blocage politique stupide. J'ai aussi signé un accord avec mon homologue flamand, Philippe Muyters.

Le principal problème de Bruxelles, n'est-ce pas la mobilité, et ses coûteux investissements ?

C'est davantage un problème de technique budgétaire que de manque d'argent. Au niveau européen, on a cadencé les investissements publics. Je ne conteste pas la rigueur budgétaire, ni l'utilité d'avoir une norme mais, aujourd'hui, cette norme est aveugle. Nous devrions pouvoir identifier les investissements publics qui sont productifs, c'est-à-dire qui créent une plus-value économique. Pour ceux-là, l'Europe devrait accepter des règles comptables différentes. Je songe bien sûr à la mobilité, pas pour les dépenses liées à l'entretien ou aux projets somptuaires comme la gare de Mons,

mais par exemple pour la construction d'une ligne de métro. Cette règle devrait aussi valoir pour les investissements dans les énergies renouvelables, la digitalisation de notre économie, le soutien à l'éducation et la recherche. Mais nous ne sommes pas l'interlocuteur de l'Europe, c'est le fédéral.

En attendant, la congestion de Bruxelles s'aggrave ?

On se focalise davantage sur les problèmes de mobilité qu'avant, et la saga des tunnels n'a pas aidé.

Pas plus que le blocage des projets de métro pendant 10 ans. En réalité, si on réduit de 10 % le nombre de voitures, on règle déjà une bonne partie du problème de mobilité. Pour y arriver, il faut étendre le métro, améliorer l'efficacité des autres modes de transports publics, soutenir le covoiturage, décourager l'usage des voitures de société. Pour ça, il faudrait réunir tous les niveaux de pouvoir et demander à chacun ce qu'il est prêt à faire pour résoudre le problème de mobilité à Bruxelles. Le fédéral pourrait réformer le régime des voitures de

société et plaider auprès de l'Europe un assouplissement des règles budgétaires, la Région pourrait encourager le covoiturage.

Le gouvernement bruxellois va prendre une initiative pour mettre tout le monde à table ?

Oui, la Région bruxelloise devrait réunir l'ensemble des partenaires autour de la mobilité. Et, là, les masques vont tomber.

Qu'est-ce vous attendez ?

Je ne suis pas le ministre de la Mobilité. A un moment, il faut trouver un cadre formel, formaliser un certain nombre d'engagements et arrêter de se balancer des chiffres.

L'économie bruxelloise souffre depuis les attentats, Beci (les patrons de la capitale) ne cesse de le dire.

Bruxelles reste le poumon économique de la Belgique : c'est 18,3 % du PIB, 24,3 % du chiffre d'affaires total de la Belgique. C'est à Bruxelles qu'il y a le plus haut taux d'entreprises et de PME par habitant. C'est à Bruxelles que le

taux de création d'entreprises est le plus important. Le nombre de faillites augmente, c'est vrai, mais le véritable indicateur, c'est le solde net, entre les entreprises qui

se créent et celles qui disparaissent, celles qui arrivent à Bruxelles ou quittent la Région. Nous avons un solde migratoire négatif, il y a plus d'entreprises qui quittent Bruxelles que d'entreprises qui rentrent. Mais nous avons un solde de création largement supérieur, qui fait qu'en 2015, nous avons 2.737 nouvelles entreprises. Il faut arrêter de se « misérabiliser ». Ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas de problème. Si on veut mobiliser le Bruxelles, il faut avoir un discours de vérité, dire les choses telles qu'elles sont. Oui nous avons des atouts, oui l'économie est un élément positif, même si on aimerait bien que ce soit mieux. Il faut arrêter de noircir le tableau ou de se laisser désarçonner par une mauvaise nouvelle. Nous avons besoin de toute notre énergie et de toute notre confiance. ■

Propos recueillis par
A.-C. B. et V.La.

ANALYSE

Une fin de carrière très engagée

Il le dit lui-même : il est « plutôt en fin de carrière ». Et, à son âge (bientôt 64 ans), après son parcours (engagé à la Région depuis 1989 comme membre du gouvernement puis chef de file de l'opposition), il aurait pu « se retirer sous sa tente auderghemoise et écumer les terrasses en racontant son passé ». Pas le genre de la maison. L'homme a l'action politique chevillée au corps, Bruxelles dans les veines. Au fil du temps, sa parole s'est libérée, au point de faire une campagne électorale marquante, en 2014, qui lui valut d'être le champion des voix de préférence (22.000). Ministre de l'Emploi, de la Formation et de l'Économie (ses domaines de prédilection) depuis près de deux ans, il s'est fait plus discret. Pas question pour lui, par exemple, de triompher à chaque (légère) baisse mensuelle du chômage. Pas non plus de sorties intempestives sur les sujets qui fâchent, ni d'effets d'annonce dans ses matières, usage modéré des conférences de presse... L'homme s'est fait sobre avec le temps.

Mais, ce vendredi, lorsqu'il nous reçoit, le mandataire amarante se lâche, retrouve les accents de 2014. Au nom de DéFi, il rame à contre-courant du régionalisme ambiant. « Les régionalistes wallons vont dire qu'ils n'ont rien à voir avec la N-VA ? Si ! Ils ont des discours différents mais, en réalité, ils ont des objectifs communs. » Qui ne sont pas les siens, on l'a bien compris. Quitte à se retrouver bien seul en 2019 ? Il n'en a cure... « Je suis minoritaire, et je le resterai jusqu'à la fin de mes jours. »

A.-C. B. ET V.L.A.

« Il faut arrêter de se "misérabiliser", de noircir le tableau économique bruxellois. Notre Région a des atouts. Nous avons besoin de notre énergie »